

COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

MERCREDI 3 MAI 1978

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE - PARAIT MERCREDI ET SAMEDI - PRIX : 0,50f

EDITORIAL

Encore des

hausse de prix !

Le fret maritime sera augmenté de 12 % à compter du 1er juillet 1978.

Cela a été annoncé par le secrétariat de la conférence France / Antilles et Guyane françaises.

Il y a 3 mois intervenait un premier relèvement de 6 %. Au total l'augmentation pour l'année 1973 sera donc de 18 %.

18%, ce chiffre n'est pas nouveau ! C'est bien celui qui avait été annoncé en janvier dernier. Mais à cette époque les hommes au pouvoir craignaient pour leurs sièges. Ils étaient donc prêts à lâcher des miettes.

C'est ainsi que dans le train de délégués électoraux qui avaient été dépêchés aux Antilles pour faire la campagne électorale de la droite, l'un de ces commis avait été sensible à "l'émotion" des consommateurs face à la hausse brutale du coût du fret et était intervenu auprès du gouvernement.

La hausse de 18% avait été ramenée à 6% en faisant un battage publicitaire énorme sur l'opération.

Mais après les élections, le colonialisme s'est bien vite ressaisi, et les attaques contre la population se sont multipliées. C'est bien dans ce cadre qu'intervient la nouvelle hausse du coût du fret.

Elle sera très rapidement répercutée sur les prix des marchandises. Et on sait, pour en avoir l'expérience, que dans ces cas-là, les hausses appliquées sur les marchandises par les capitalistes du gros négoce sont encore plus importantes que celle du fret.

C'est une attaque violente et délibérée contre les travailleurs et les familles laborieuses de ces pays. Le niveau de vie déjà bas sera encore diminué.

Mais jusqu'où iront-ils, ces exploités ?

Jusqu'où les laisserons-nous aller ? Attendrons-nous de nous retrouver dans la misère la plus totale pour réagir ?

Face à ce mépris intolérable des classes possédantes, les travailleurs doivent réagir. Arracher des augmentations de salaire en fonction de la hausse des prix, exiger la création d'emploi pour tous, hommes, femmes, jeunes des Antilles. La lutte, c'est la seule solution pour les masses laborieuses.

LE PREMIER MAI A POINTE-À-PITRE

A Pointe-à-Pitre, les manifestations du 1er mai furent organisées par la CGTG avec la participation de nombreux autres syndicats, entre autres, la FEN (Fédération de l'Education Nationale), l'UIG CFDT, l'UDFO, le SPECOG (Commerce), la FTG ainsi que le cartel des fonctionnaires.

Vers 10 H débuta le meeting dans la cour du hall des sports. Plusieurs orateurs se succédèrent à la tribune parlant au nom des différents syndicats représentés. A la tribune étaient aussi présents les représentants des différents partis et organisations politiques invités : le Parti Communiste, le Groupe Révolution Socialiste, le Parti Socialiste Guadeloupéen, le Mouvement Progressiste ainsi que notre tendance.

Après la déclaration du secrétaire général de la CGTG, Morvan, le cortège se

mit en place et la manifestation se déroula dans les rues de Pointe-à-Pitre. Un bon millier de personnes, en grande majorité des travailleurs de nombreux secteurs, défilèrent aux cris de : "augmentez nos salaires, diminuez les impôts", "la vie-la tro chè", "le pouvoir aux travailleurs", "à bas le colonialisme", "liberté aux Antilles".

Il fallait aussi noter la présence de nombreux travailleurs de COFRIGO, en grève depuis déjà quinze jours et le slogan : "travailleurs COFRIGO solidarité" fut repris par des centaines de manifestants.

C'est aux environs de 12H15 que, à la cité Mortenol, après un bref meeting, se termina la manifestation du premier mai à Pointe-à-Pitre, non sans qu'une vigoureuse "Internationale" ne fut entonnée.

MARTINIQUE

Le préfet part, le colonialisme reste

Noirot-Cosson s'en va, Heil arrive.

Dans la longue liste des préfets interchangeables qui président tour à tour aux destinées des Martiniquais, Noirot-Cosson n'aura été ni plus ni moins remarquable que ses prédécesseurs.

Comme eux, fidèle agent du gouvernement français et exécuteur de ses basses oeuvres dans la colonie, Noirot-Cosson aura su marier avec le même brio la matraque contre les travailleurs. Comme ses devanciers, il ne se sera pas fait faute d'envoyer police, armée, gendarmerie, légionnaires contre les ouvriers en grève.

Les travailleurs des garages ou du Bâtiment, les camionneurs, les dockers en savent quelque chose, eux qui ont tous eu affaire, à un moment ou à un autre, aux talents répressifs de Noirot-Cosson.

Sans doute, à la différence de ses collègues Terrade et autres Orsetti, Monsieur Noirot-Cosson quitte la Martinique sans avoir les mains tachées du sang des travailleurs martiniquais.

Mais ce n'est là qu'effet du pur hasard.

(suite en page 2)

LE PREMIER MAI A FORT DE FRANCE

Deux mille personnes ont manifesté le 1er mai dans les rues de Fort-de-France à l'appel des syndicats. On a remarqué la présence plus importante que d'habitude des travailleurs du Bâtiment. Les slogans et l'allure générale du défilé n'étaient pas très dynamiques. Ces slogans portaient surtout sur le chômage et l'autonomie. Mais quoi qu'il en soit, il faisait quand même bon de se retrouver des centaines à manifester son mécontentement dans les rues. Notons que si les dirigeants de la CGT - membres de la tendance PCM - n'ont pas trouvé l'énergie nécessaire pour rendre cette manifestation dynamique, ils ont eu par contre toute la hargne voulue pour clôturer en attaquant les "gauchistes".

J. BIBRAC

Directeur de publication : M. F. 70708

Commission Paritaire : N° 51728

Correspondant du Journal : G. BEAUJOUR

B. P. 214 P.A.P.

B. P. 386 F.D.F.

Ronéo du Journal : Pointe-à-Pitre

4ème supplément au mensuel

N° 86

Le préfet part, le colonialisme reste. (suite)

Car la mission de ces hauts et tout-puissants personnages que sont les préfets dans les D.O.M est d'assurer avant tout, et par tous les moyens le bon ordre cela y compris par le feu et la mitraille contre la population.

C'est dire pourquoi les travailleurs n'ont pas plus à se réjouir du départ de Noirot-Cosson que de l'arrivée de son successeur. Car quels que soient les hommes, c'est bien la même société d'oppression et d'injustice qu'ils défendent.

Et c'est précisément cette société toute entière qu'il faut changer.

POINTE-A-PITRE PEYREFITTE, MINISTRE DE LA REPRESSION JUDICIAIRE.

Monsieur Peyrefitte, ministre de la Justice de l'Etat français a trouvé qu'il n'y avait guère de différence dans la façon dont "la justice" est rendue ici et en France.

Il a raison, dans les deux pays la "justice" est aussi partielle et inique. Les pauvres bénéficient de garanties bien moindres que les riches. Les prisons sont ici comme ailleurs d'infâmes trous où croupissent des centaines de prisonniers.

Notons une "petite" différence toutefois d'avec la France : c'est que périodiquement les troupes de répression de la bourgeoisie française assassinent

quelques personnes et sa "justice" fait enfermer ceux qu'elle n'a pas achevés -ouvriers en grève, étudiants contestataires, ou manifestants anti-colonialistes. Dans les colonies que sont la Guadeloupe et la Martinique, les flics du pouvoir ont tendance à tirer plus vite que dans la "métropole".

Cette "petite différence" a coûté la vie à des dizaines de travailleurs antillais.

C'est évidemment une chose à laquelle M. Peyrefitte reste parfaitement indifférent.

FORT-DE-FRANCE PROTESTATION DES EMPLOYES MUNICI- PAUX AUPRÈS DU MINISTRE DE LA JUSTICE

Les employés municipaux de Fort-de-France ont profité de la venue en Martinique d'Alain Peyrefitte, ministre de la justice pour manifester une nouvelle fois leur colère.

Le samedi 29 avril, un rassemblement a eu lieu devant les cordons de policiers protégeant le ministre aux abords du palais de justice.

Les employés municipaux entendaient ainsi protester contre l'inculpation et l'emprisonnement de leurs camarades, suite à l'affaire Jalta. Ils voulaient également demander des comptes au ministre sur les lenteurs et les ataroiements

de l'enquête judiciaire en cours, car cela fait déjà un mois et demi que les trois employés municipaux sont derrière les barreaux.

Après leurs deux journées de grève des 25 et 26 avril accompagnées de manifestations, les travailleurs de la municipalité de Fort-de-France ont trouvé le bon moyen de faire entendre leurs protestations. C'est bien la seule façon d'intervenir vis à vis d'une justice au service du pouvoir colonial qui n'a jamais mis beaucoup d'empressement à rechercher et à poursuivre les assassins des Gérard Nouvet, Ilmany ou Marie-Louise.

PEYREFITTE, JUGE "INOUE"

Autre déclaration de Peyrefitte sur le problème du "juge unique".

Les avocats des Antilles ont alerté avec juste raison l'opinion sur le fait que l'état voulait imposer le juge unique au lieu des trois qui sont présents d'habitude aux procès.

Là dessus Peyrefitte répond : "aucun problème". Les pauvres avocats se seraient -selon le ministre- trompés en interprétant mal une démarche de l'administration judiciaire. Il s'agirait de la réédition, de pure forme, de textes instituant le juge unique.

Si Peyrefitte voulait signifier que tous les avocats des Antilles sont des crétins, il n'aurait pas mieux dit. Le ministre s'y connaît en propos et attitude méprisants.

Mais on serait plutôt tenté de croire qu'il a menti et de crier "Peyrefitte malhonnête".

GUADELOUPE

COFRIGO : la grève continue

Les coca cola et autres limonades ne sont plus en vente dans les bars et les boutiques. En effet, la grève de COFRIGO déclenchée le 14 avril se poursuit. A ce jour elle est totale. Les revendications sont :

- 2200 frs pour tous ;
- Mensualisation pour tout le personnel ;
- Prime d'ancienneté ;
- Prime de transport de 150,00 frs ;
- Mesures d'hygiène (vestiaires et wc en nombre suffisant).

Les négociations sont toujours bloquées, le directeur, De Jaham étant parti en France dès le début de la grève, se moquant ouvertement des travailleurs.

Les travailleurs de COFRIGO ont bien compris que c'est par la lutte qu'ils pourront faire reculer les patrons. Ils montrent ainsi à tous les travailleurs du commerce la voie à suivre.

FORT-DE-FRANCE

P.T.T : C'est de la gabegie!

Au bureau de poste du Centre Ville, il ne passe pas de jour sans qu'on perde son temps dans de longues files pour acheter un timbre, émettre un mandat ou pour téléphoner. Il est même arrivé que les taxiphones soient tous en dérangement. Et il faut dire que régulièrement il y en a au moins trois qui ne fonctionnent pas.

Ceci est inadmissible. Les PTT sont un service public. Les usagers n'ont pas à perdre tant de temps... Ceci d'autant que timbres, téléphones, etc... ont augmenté.

L'administration des PTT sait ce qu'il faut faire pour piller davantage le public. Par contre, ouvrir plus de guichets, augmenter le personnel pour satisfaire les clients, mettre plus de taxiphones à leur disposition, c'est au-dessus de ses moyens !

GUADELOUPE

PREMIER MAI : L'U.G.T.G fait bande à part.

Cette année, à l'appel des syndicats UGTG, SIPAG et SGEF plus d'un millier de travailleurs de jeunes et d'enseignants ont manifesté dans les rues de Capesterre. Par la suite s'est tenu un meeting à la salle des fêtes, suivi d'un après-midi culturel avec projection de film etc...

ACHETEZ LISEZ
COMBAT OUVRIER